



Troubles



**Le présent dossier fait partie de l'analyse nationale des risques
« Catastrophes et situations d'urgence en Suisse »**

Définition

Il existe différents types de troubles regroupés sous le terme de troubles sociaux. Ce dernier englobe les différentes formes d'affrontements qui se manifestent sur la voie publique et menacent la sécurité intérieure au sein d'une société.

Les protestations sociales peuvent être pacifiques ou violentes. Les mouvements sociaux, manifestations, grèves ou désobéissances civiles se déroulent généralement de manière pacifique. Des protestations violentes et des troubles peuvent survenir lors de débordements voire d'émeutes avec utilisation délibérée de moyens d'agression et de destruction. Ils donnent lieu notamment à des déprédations, des actes de vandalisme et d'autres actes de violence, comme des attaques corporelles, des pillages et des incendies criminels, menaçant la sécurité, l'ordre public et la cohésion sociale. Dans les cas les plus graves, ces troubles violents peuvent faire des blessés, voire des morts.

Les troubles de l'ordre public ont souvent des causes et des déclencheurs multiples. Les motifs peuvent être par exemple politiques, sociaux, économiques, juridiques, culturels, ethno-religieux ou idéologiques. Des problèmes sociétaux profonds tels que l'injustice systémique, les abus de pouvoir, l'insatisfaction et la frustration jouent dans ce domaine un rôle prépondérant. Une catastrophe ou une situation d'urgence, par exemple une panne d'électricité prolongée, peut également être à l'origine de protestations violentes.

Février 2026



Contenu

Exemples d'événements	3
Facteurs d'influence	4
Intensité des scénarios	5
Scénario	6
Conséquences	8
Risque	10
Bases juridiques	11
Informations complémentaires	12

Exemples d'événements

Les exemples concrets aident à mieux comprendre la nature d'un type d'événement. Ils illustrent la manière dont il survient, son déroulement et ses conséquences.

De juillet à août 2024
Angleterre et Irlande
du Nord

Débordements violents
et émeutes

Une série de violents débordements a lieu en réaction à une attaque au couteau sur des enfants et des adultes à Southport (Grande-Bretagne). Attisés par les médias et les fausses informations circulant sur les réseaux sociaux, les troubles se propagent rapidement à plusieurs villes d'Angleterre et d'Irlande du Nord.

Les attaques et les protestations violentes, qui sont le fait notamment de mouvements d'extrême droite, ciblent les demandeurs d'asile et d'autres minorités. L'intervention de la police et la tenue de contre-manifestations permettent d'apaiser progressivement les tensions, qui s'éteignent vers la mi-août 2024. Des troubles sont enregistrés dans 18 villes au total. On dénombre 1280 arrestations et quelque 800 plaintes.

De juin à juillet 2023
France

Protestations et
débordements violents

Nahel Merzouk, 17 ans, est tué par le tir à bout portant d'un policier le 27 juin 2023. La nouvelle suscite de vives protestations, qui dégénèrent vite en débordements violents. En l'espace de quelques jours, des troubles se propagent dans de nombreuses villes françaises, dont Paris, Marseille et Lyon. On dénombre des milliers d'arrestations. Les déprédations, incendies, pillages et affrontements avec la police sont légion. La phase paroxystique des émeutes dure environ une semaine, puis la situation s'apaise progressivement au cours des semaines suivantes.

Ces débordements mettent en évidence des problèmes sociétaux plus profonds, comme la discrimination, les inégalités sociales et les relations tendues entre la police et les communautés des banlieues.

De novembre 2018
à juin 2019
France

Manifestations
des gilets jaunes

Le mouvement des gilets jaunes naît le 17 novembre 2018 d'une opposition à la hausse prévue des taxes sur les carburants visant à financer la transition énergétique en France. Le mouvement revendique ensuite des baisses d'impôts, une augmentation des retraites et une plus grande participation à la vie politique. Colère et mécontentement se propagent rapidement, notamment par le biais des réseaux sociaux.

Jusqu'à fin juin 2019, on dénombre 33 samedis de manifestations dans toute la France. Dans plusieurs villes, mais surtout à Paris, ces protestations donnent lieu plusieurs fois à des débordements violents avec des barrages routiers, des incendies criminels et des actes de vandalisme. Environ 4500 personnes sont arrêtées à travers le pays. Quelque 1850 manifestants et 1050 membres des forces de l'ordre sont blessés, 11 personnes trouvent la mort.

De 1980 à 1982
Suisse

Émeutes de l'Opéra

En mai 1980, le conseil municipal zurichois approuve l'octroi de 60 millions de CHF pour la rénovation de l'Opéra de Zurich tout en refusant une demande de création d'un centre autonome pour la jeunesse. Cela déclenche une spirale de violences entre les défenseurs de la création du centre et la police. De violentes protestations en faveur d'un plus grand nombre de lieux culturels autonomes et d'une meilleure politique sociale ont également lieu dans d'autres villes suisses. Au cours des deux années qui suivent, ces manifestations font plusieurs centaines de blessés et causent des deux côtés des dommages matériels se chiffrant en millions de francs.

Facteurs d'influence

Les facteurs suivants peuvent influencer sur la survenance, l'évolution et les conséquences d'un événement.

Source de danger	– Groupement(s) mécontent(s) disposé(s) à l'action violente – Organisations déterminées à recourir à la violence ou à se radicaliser – Infiltration de manifestations pacifiques autorisées – Forme et degré d'organisation des auteurs de troubles – Nombre de auteurs de troubles et inclination à la violence – Moyens et armes des auteurs de troubles – Appui de tiers (sympathisants, groupements, partis politiques) ou opérations d'influence menées par un pays tiers – Tensions préexistantes (dus par exemple à des violences policières, au mode de gouvernance ou à une instabilité politique)
Moment	– Jour de la semaine – Saison – Simultanéité avec des événements nécessitant le recours aux forces d'intervention ainsi qu'à d'autres ressources et/ou pesant sur la capacité de réaction des responsables (p. ex. grandes manifestations)
Localisation / Étendue	– Lieu (de départ) unique ou propagation à plusieurs lieux – Tissu social / densité de la population dans les zones concernées – Infrastructures concernées (voies de circulation, sièges gouvernementaux, infrastructures critiques, etc.) – Effets d'imitation
Déroulement	– Durée des troubles – Intensité des troubles – Comportement et réactions de la population – Diffusion d'informations (correctes et fausses) sur les réseaux sociaux, qui jouent le rôle de catalyseurs en attisant les troubles et en propageant rapidement des informations – Communication et comportement des forces d'intervention, des autorités et des pouvoirs politiques

Intensité des scénarios

Selon les facteurs d'influence, différents événements peuvent se dérouler avec des intensités différentes. Les scénarios ci-après représentent un choix parmi de nombreuses possibilités et ne constituent pas une prévision. Ils permettent d'anticiper les conséquences potentielles d'un événement afin de pouvoir s'y préparer.

1 – Considérable

- Troubles durant quelques jours
- Aucune répercussion marquante
- Actes de violence dirigés contre les forces de l'ordre
- Vandalisme, jet de pavés, quelques cocktails Molotov
- Peu d'arrestations, essentiellement dues à des infractions telles que des dommages matériels et au non-respect des normes et règles sociales
- Peu de villes suisses touchées
- Les médias traditionnels et sociaux s'emparent de l'événement; la couverture médiatique est intense et donne parfois lieu à des controverses

2 – Majeure

- Troubles durant plusieurs semaines
- Répercussions marquantes telles que des tensions dans la société sur une période prolongée
- Actes de violence dirigés contre les forces de l'ordre et les institutions étatiques
- Contre-manifestations
- Recours à la violence sous forme d'actes de vandalisme, d'utilisation de cocktails Molotov et d'incendies criminels ciblés
- Plusieurs arrestations dues à des infractions telles que des destructions ou des blessures
- Plusieurs villes suisses touchées
- Les médias traditionnels, mais aussi et surtout les médias sociaux, consacrent beaucoup de temps à ces troubles; certains groupes utilisent les réseaux sociaux pour s'organiser

3 – Extrême

- Troubles durant plusieurs mois
- Répercussions très marquantes telles que la division de la société sur une période prolongée
- Actes de violence dirigés contre les forces de l'ordre et les institutions étatiques
- Contre-manifestations avec de violents affrontements
- Vandalisme ciblé contre des infrastructures critiques
- Recours à la violence sous forme d'actes de vandalisme, d'utilisation de cocktails Molotov, d'incendies criminels ciblés et d'utilisation d'autres armes (couteaux, matraques, etc.)
- Plusieurs arrestations pour des infractions graves telles que des coups et blessures multiples et/ou des homicides présumés
- Nombreuses villes suisses touchées
- Dans les médias traditionnels, mais aussi et surtout sur les réseaux sociaux, les troubles constituent le sujet phare pendant des semaines; de fausses informations ciblées sont diffusées pour dresser la population contre l'État

Scénario

Le scénario suivant est fondé sur le degré d'intensité majeur.

Situation initiale / Phase préliminaire

Divers facteurs font que l'insatisfaction vis-à-vis des milieux politiques grandit au sein de la population ; les souffrances psychiques sont en augmentation, et la propension à la violence monte. La dégradation de la situation économique entraîne une hausse du chômage des jeunes et du pourcentage de personnes touchées par la pauvreté.

Un nombre particulièrement élevé de personnes participent aux manifestations du 1^{er} mai, dont beaucoup de jeunes et de mineurs. Les manifestations se déroulent pacifiquement dans un premier temps et attirent de nombreux sympathisants.

La police, qui tente de faire respecter l'ordre public, doit cependant à plusieurs reprises affronter de manière ciblée certains individus violents. En début d'après-midi, elle encercle un groupe de manifestants dans le cadre d'un rassemblement parallèle non autorisé. La situation dégénère : des participants mettent le feu à des poubelles et cassent des vitrines. Dans son ensemble, la manifestation est classifiée comme violente. Pour disperser la foule, la police fait usage de matraques, de sprays irritants (sprays au poivre), de gaz irritants (gaz lacrymogènes), de balles en caoutchouc et de canons à eau et procède à plusieurs arrestations de casseurs. Un jeune fuyant la police suite à un incendie criminel est victime d'un accident mortel.

Phase de l'événement

La nouvelle de ce décès accidentel se propage très rapidement sur les réseaux sociaux et attise encore davantage les protestations. Le lendemain, des personnes se rassemblent dans plusieurs villes suisses pour manifester contre l'intervention brutale de la police et réclamer une enquête indépendante sur la cause de la mort du jeune homme.

De nombreux manifestants ont envie d'en découdre, d'autant plus que les réseaux sociaux jettent de l'huile sur le feu. Beaucoup sont armés de couteaux. Les manifestants jettent des pavés sur les policiers, et quelques cocktails Molotov sont lancés. Les transports publics et individuels dans les centres-villes concernés connaissent de fortes perturbations et doivent parfois être interrompus. Après la première nuit d'émeutes, on comptabilise des dizaines de voitures brûlées et de nombreuses vitrines cassées. Des pillages sont commis dans certains magasins.

La spirale de la violence s'accélère au cours des deux semaines suivantes. La police tente d'abord de mettre fin aux débordements en employant la manière forte avec une utilisation massive de véhicules antiémeutes et de canons à eau, mais cela ne fait qu'aggraver la situation. La propension à la violence des casseurs continue de croître, et le nombre de sympathisants augmente. Des contre-manifestations ont toutefois lieu dans certaines villes, ce qui envenime la situation et se traduit par de nombreux blessés parmi les manifestants et les forces de l'ordre. La police arrête temporairement des manifestants susceptibles d'actes de violence, avec pour conséquence un engorgement provisoire des ministères publics compétents ainsi que des établissements pénitentiaires.

Suite à l'incendie d'une banque en centre-ville qui provoque la mort d'une personne par intoxication par la fumée, de plus en plus de personnes évitent les centres-villes. Mais la peur est également très présente dans les quartiers périphériques en raison de légers débordements. La vie publique est de plus en plus restreinte. L'état-major national de la police est mobilisé.

Outre les attaques contre des bâtiments de groupes internationaux, des établissements publics sont également pris pour cible. Près des points « chauds » des grandes villes, ils restent fermés pendant plusieurs jours ou sont surveillés par de nombreux policiers et agents d'entreprises de sécurité privées. Des écoles et bâtiments universitaires sont également occupés. Comme les bus et les trams sont démolis ou parfois incendiés, les transports publics sont à l'arrêt dans de nombreuses villes. L'une des villes concernées décrète un couvre-feu.

Finalement, les pouvoirs politiques promettent de traiter les problèmes sociaux urgents et de promouvoir des programmes contre les violences policières.

Trois semaines après le début des troubles, la situation s'apaise.

Phase de rétablissement

Les travaux de déblaiement et de réparation durent plusieurs semaines. Les investigations policières et les poursuites pénales des ministères publics s'étalent sur quelques semaines à quelques mois. Les pénitenciers sont fortement sollicités.

Déroulement dans le temps

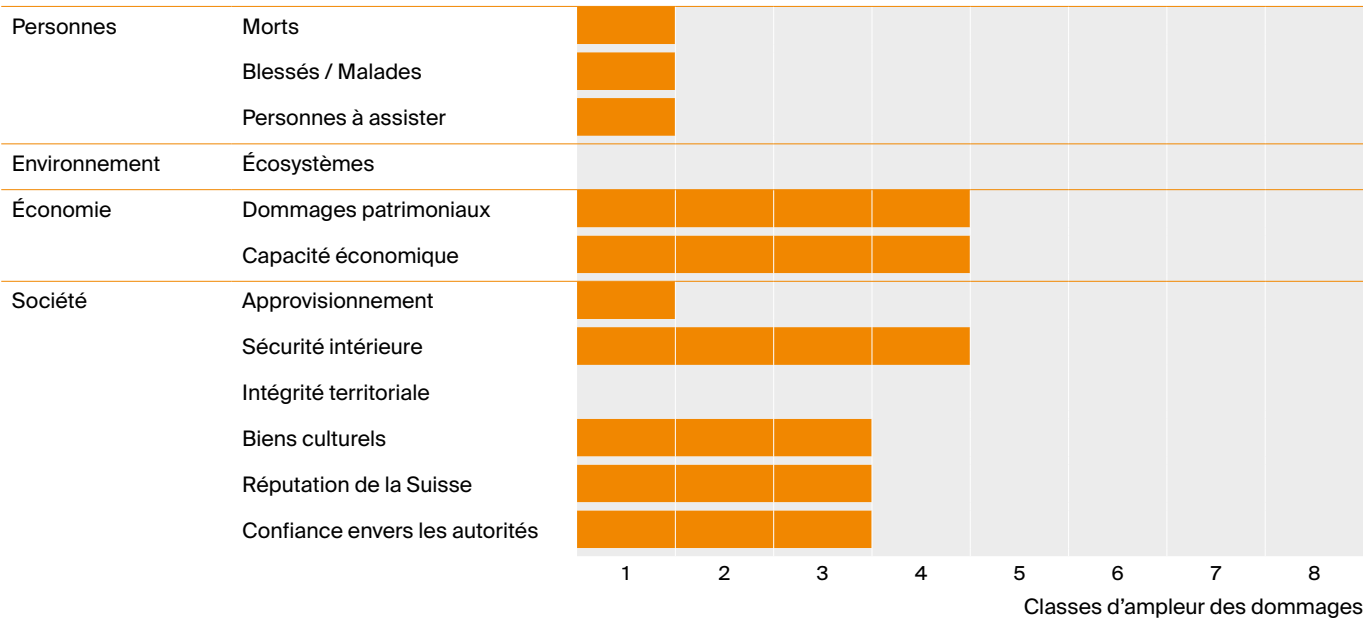
Le lendemain des manifestations du 1er mai, qui se sont d'abord déroulées pacifiquement, la situation dégénère. Les troubles perdurent environ trois semaines, puis la situation s'apaise. Les travaux de réparation prennent plusieurs semaines.

Extension dans l'espace

Parties d'une ville, les émeutes se propagent rapidement à d'autres grandes agglomérations suisses. Elles ont lieu dans les centres-villes et dans quelques quartiers périphériques. Si quelques débordements, actes de vandalisme et dégradations matérielles sont également à déplorer en zone rurale, la majorité des troubles concernent des villes.

Conséquences

Pour évaluer les conséquences d'un scénario, on l'examine à l'aune de douze indicateurs répartis dans quatre domaines. L'ampleur attendue du scénario décrit est représentée dans le diagramme et commentée dans le texte ci-après. Chaque classe d'ampleur supérieure correspond à une augmentation des dommages de facteur trois.



Personnes

Beaucoup de manifestants, notamment des jeunes, sont armés de couteaux et affichent une forte propension à la violence. La police doit renforcer son dispositif d'intervention. Les forces de police, les sapeurs-pompiers et les services sanitaires sont fortement sollicités sur le plan physique comme psychique. Ils sont gênés dans leur travail et parfois agressés physiquement. Les criminels tirent profit de la lourde charge supportée en continu par la police, et un nombre accru de cambriolages et de pillages sont à déplorer en dehors des zones d'émeute.

Des deux côtés, on dénombre plusieurs blessés nécessitant des soins hospitaliers. On compte au total chez les manifestants et les forces d'intervention 35 blessés dont les jours sont en danger, 100 blessés graves et 500 blessés légers. Les troubles causent directement la mort de deux personnes, tandis que quatre autres n'ayant pu recevoir de soins à temps du fait de la situation succombent à leurs blessures. Une centaine de personnes doivent être évacuées de leur zone d'habitation en raison d'incendies; un millier doivent être relogées dans des abris de fortune. Environ 500 personnes, dont des membres des forces d'intervention, ont besoin d'une aide psychologique. De nombreux manifestants violents évitent toutefois de recourir à une telle assistance de peur d'être identifiés et poursuivis pénalement. Par conséquent, les acteurs sociaux et les organisations de jeunesse sont particulièrement mis à contribution pour traiter les expériences vécues par ces jeunes.

Environnement

Aucun dommage environnemental majeur n'est à déplorer.

Économie

Les dommages matériels aux bâtiments de l'administration publique, aux commerces et aux moyens de transports publics ainsi que les coûts nécessaires au déploiement accru des forces de sécurité se chiffrent à environ 870 millions de francs.

Les pertes financières sont importantes, car tout au long de ces trois semaines de troubles, de nombreux magasins ferment régulièrement à titre préventif, l'approvisionnement est difficile, et la population fuit les quartiers particulièrement touchés des centres-villes. Les touristes évitent également de se rendre sur les sites touristiques des villes impactées, ce qui cause des pertes de recettes supplémentaires.

Beaucoup ne se rendent pas à leur travail, par peur des débordements ou parce que l'offre de transports publics est restreinte.

Les dommages indirects s'élèvent à environ 1 milliard de francs.

Société

On constate les pénuries et interruptions suivantes :

- Sauvetage : les protestations et troubles empêchent pour partie ou complètement les services de secours, souvent de manière involontaire, d'accéder aux blessés ou d'effectuer d'autres interventions indépendantes des événements. Au total, 250 personnes sont concernées par ces retards dans les opérations de sauvetage.
- Transport routier : durant ces trois semaines, des entraves massives au trafic routier sont souvent constatées, notamment dans les centres des villes concernées. Dans certaines zones sensibles, les débordements entraînent parfois un arrêt complet du fonctionnement des transports, et des lignes de bus sont temporairement fermées. Environ 1 million de personnes sont affectées sur certaines journées de cette période de trois semaines.
- Transport ferroviaire : le trafic ferroviaire dans certains centres-villes est également fortement entravé et connaît des interruptions fréquentes. Les lignes de tramway sont particulièrement touchées ; les S-Bahn et les grandes lignes continuent de circuler normalement, à quelques exceptions près. Environ 1 million de personnes sont affectées sur certaines journées de cette période de trois semaines.
- Poursuites judiciaires et exécution des sanctions pénales : les nombreuses arrestations provisoires et les clarifications qui s'ensuivent saturent les ministères publics compétents ainsi que les établissements pénitentiaires.

Plusieurs bâtiments d'importance historique, dont des bâtiments administratifs et gares, subissent parfois de sévères dommages.

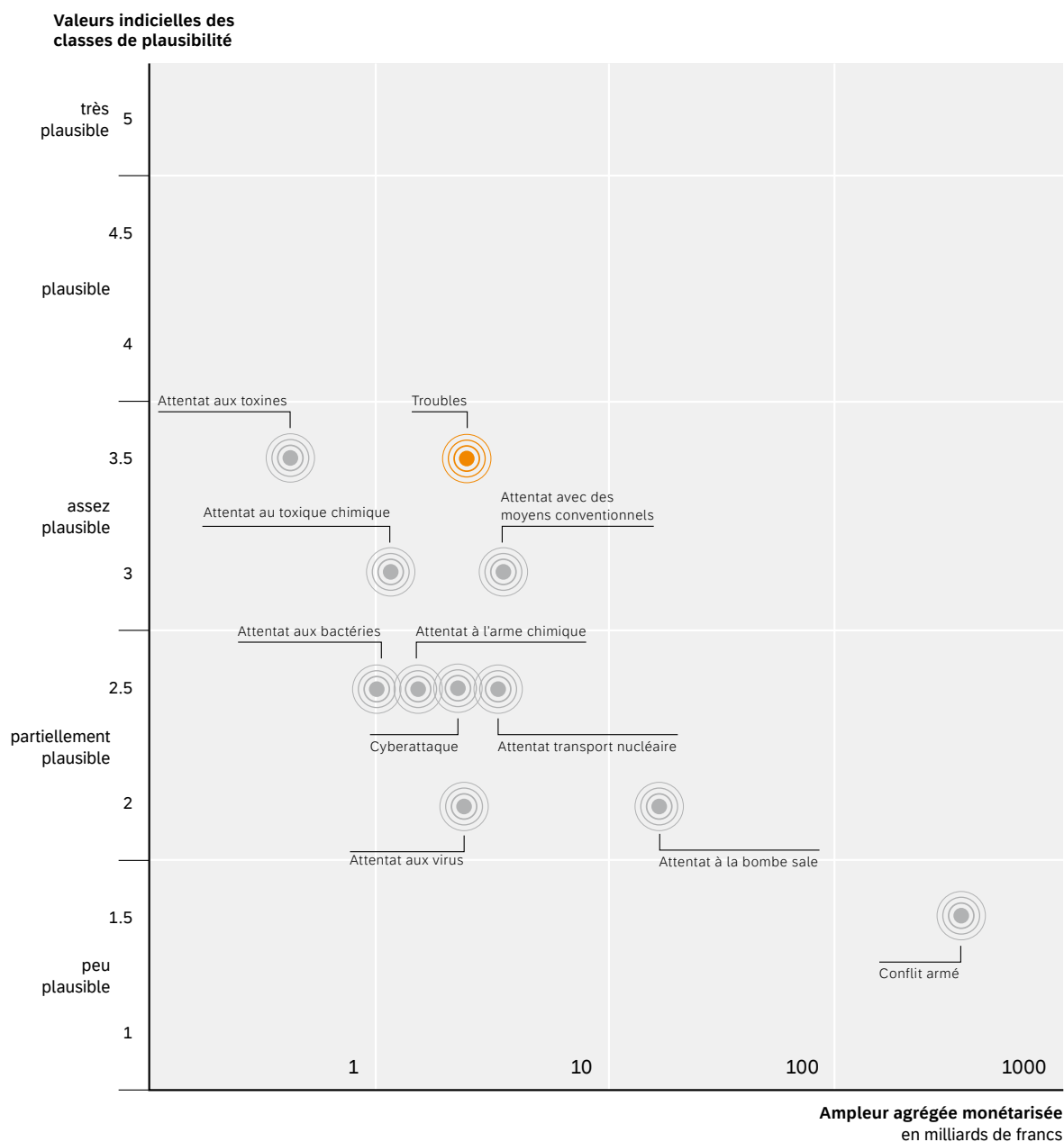
L'ordre et la sûreté intérieure ne peuvent être pleinement garantis partout durant ces trois semaines de troubles. Une partie de la population a peur, le sentiment de sécurité dans les centres des villes concernées se dégrade souvent fortement. Les habitants se retranchent largement dans leur sphère privée.

La gestion des manifestants, et notamment celle des personnes violentes, divise le pays. Les uns souhaitent une plus grande fermeté, les autres s'indignent de la violence des forces de l'ordre. Dans l'ensemble, la population reproche beaucoup aux responsables de ne pas avoir été en mesure de maîtriser cet événement sur une aussi longue période. Même une fois la situation apaisée, les responsables politiques, états-majors de crise et forces d'intervention restent sous le feu des critiques et se voient reprocher de ne pas avoir utilisé les bonnes méthodes et d'avoir agi trop tardivement.

Ces troubles violents donnent lieu à des comptes-rendus critiques en Suisse et à l'étranger. L'image de la Suisse à l'étranger est dégradée. Sa réputation de pays sûr est ternie.

Risque

Le risque lié au scénario décrit est comparé aux risques des autres scénarios analysés dans une matrice des risques (voir ci-dessous). La probabilité d'occurrence y est saisie comme une fréquence (une fois tous les x ans) sur l'axe des y (échelle logarithmique) et l'ampleur des dommages est agrégée et monétarisée en CHF sur l'axe des x (échelle logarithmique également). Le produit de la probabilité d'occurrence et de l'ampleur des dommages représente le risque lié à un scénario. Plus un scénario se situe en haut à droite de la matrice, plus le risque est élevé.



Bases juridiques

Constitution	– Articles 52 (Ordre constitutionnel), 57 (Sécurité), 58 (Armée), 173 (Autres tâches et compétences) et 185 (Sécurité extérieure et sécurité intérieure) de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999; RS 101.
Lois	– Loi fédérale du 21 mars 1997 instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI); RS 120.
Ordonnances	– Ordonnance du 24 juin 2020 sur la protection des personnes et des bâtiments relevant de la compétence fédérale (OPF); RS 120.72. – Ordonnance du 20 décembre 2024 sur l'organisation de crise de l'administration fédérale (OCAF); RS 172.010.8. – Ordonnance du 3 septembre 1997 sur le recours à la troupe pour assurer la protection de personnes et de biens (OPPB); RS 513.73. – Ordonnance du 2 mars 2018 sur l'État-major fédéral Protection de la population (OEMFP); RS 520.17.

Informations complémentaires

Au sujet du danger en question

- Tackenberg, Marco (2011): Révoltes des jeunes. Les révoltes des années 1980. Dans: Dictionnaire historique de la Suisse (DHS). Version du 24.03.2011.
- Wahl, Peter (éd.) (2019): Gilets Jaunes: Anatomie einer ungewöhnlichen Bewegung. Série Neue kleine Bibliothek, vol. 274. Éd. PapyRossa, Cologne.

Au sujet de l'analyse nationale des risques

- Office fédéral de la protection de la population (OFPP) (2026): Dossiers sur les dangers. Catastrophes et situations d'urgence en Suisse 2025. OFPP, Berne.
- Office fédéral de la protection de la population (OFPP) (2026): À quels risques la Suisse est-elle exposée? Catastrophes et situations d'urgence en Suisse 2025. OFPP, Berne.
- Office fédéral de la protection de la population (OFPP) (2026): Méthode d'analyse nationale des risques. Catastrophes et situations d'urgence en Suisse 2025. Version 3.0. OFPP, Berne.
- Office fédéral de la protection de la population (OFPP) (2026): Rapport sur l'analyse nationale des risques. Catastrophes et situations d'urgence en Suisse 2025. OFPP, Berne.
- Office fédéral de la protection de la population (OFPP) (2023): Liste des dangers. Catastrophes et situations d'urgence en Suisse 2025. 3^e édition. OFPP, Berne.

Impressum

Office fédéral de la protection de la population OFPP

Guisanplatz 1B

CH-3003 Berne

risk-ch@babs.admin.ch

www.protpop.ch

www.risk-ch.ch